

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 02/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **KNAUF INDUSTRIES**

ZI - 62 route de Chinon  
37120 Richelieu

Références : 2025 / 478  
Code AIOT : 0010000692

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement KNAUF INDUSTRIES implanté 62 route de Chinon 37120 Richelieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite associée au contrôle inopiné par le laboratoire INOVALYS de la concentration en légionelles dans l'eau de circuit de la TAR.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INDUSTRIES
- 62 route de Chinon 37120 Richelieu
- Code AIOT : 0010000692
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KNAUF Industries Ouest est spécialisée dans la transformation du polystyrène expansé (PSE) pour la réalisation d'emballages industriels divers, principalement pour l'industrie agroalimentaire et l'électro-ménager.

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance de l'exploitation - NC1 visite du 02/08/2019	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Valeurs limites de rejet - NC2 visite du 02/08/2019	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 5.5	Demande d'action corrective	2 mois
4	Carnet de suivi - Remarques 1 et 2 de la visite du 02/08/2019	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.IV.2	Demande d'action corrective	2 mois
5	Bilan annuel - Remarque 3 visite du 02/08/2019	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.V	Demande d'action corrective	2 mois
6	Fréquence de révision de l'AMR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.1.a)	Demande d'action corrective	2 mois
9	Bon état de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Programme de surveillance des	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 5.9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eaux de rejet - NC2 visite du 02/08/2019		
7	Délai analyses après arrêt prolongé	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.1.c)	Sans objet
8	Délai analyses après injection ponctuelle de biocide	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.3.b)	Sans objet
10	Repérage point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.3.b)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'exploitation - NC1 visite du 02/08/2019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li> <li>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li> <li>- les dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des</li> </ul>

différents modules, durée, fréquence ;  
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;  
- les attestations de formation de ces personnes.

**Constats :**

Constats au 02/08/2019 :

Les attestations de formation pour le laboratoire en charge des prélèvements n'ont pas pu être fournies.

Constats au 27/06/2025 :

Personne référente désignée responsable de la surveillance de l'installation :

cette personne est nommément désignée dans le document n°4039-Sc3-Es11 du 07/12/2017.

Liste des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation :

Les personnes internes à l'établissement y figurent, néanmoins les personnes externes (traiteur d'eau, société assurant le nettoyage annuel et laboratoire d'analyses) n'y sont pas mentionnées. Non conforme sur ce point.

Attestation en cours de validité et contenu de la formation :

- les personnes internes à l'établissement, notamment la personne référente, ont été formées par l'APAVE le 28/11/2023 (vérification par sondage). Le contenu de formation est conforme.  
- la personne de la société OBENE, en charge du nettoyage annuel de l'installation, a été formée par la société EAU CONSULTING le 02/04/2021. Le contenu de formation est conforme.  
- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents justifiant d'une formation en cours de validité et du contenu de celle-ci pour les personnes intervenant pour le compte du traiteur d'eau, société ALOES, et du laboratoire d'analyses IANESCO. Non conforme sur ce point.

**=> L'exploitant doit compléter la liste des personnes susceptibles d'intervenir sur l'installation en y ajoutant les intervenants extérieurs (traiteur d'eau, société assurant le nettoyage annuel et laboratoire d'analyses).**

**L'exploitant doit justifier d'une formation en cours de validité et du contenu de celle-ci pour les personnes intervenant pour le compte du traiteur d'eau, société ALOES, et du laboratoire d'analyses IANESCO.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Valeurs limites de rejet - NC2 visite du 02/08/2019**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 5.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose

**Prescription contrôlée :**

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

- pH 5,5 - 9,5 ;
- température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration, lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de MEST ou 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l.

Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;

c) dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

- matières en suspension : la concentration ne doit pas dépasser 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne doit pas dépasser 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ;

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif muni ou non de station d'épuration :

- phosphore :
- flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/jour : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
- flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/jour : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
- flux journalier maximal supérieur à 80 kg/jour : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle ;
- fer et composés : 5 mg/l ;
- plomb et composés : 0,5 mg/l ;
- nickel et composés : 0,5 mg/l ;
- arsenic et composés : 50 µg/l ;
- cuivre et composés : 0,5 mg/l ;
- zinc et composés : 2 mg/l ;
- THM (TriHaloMéthane) : 1 mg/l ;
- composés organiques halogénés (en AOX) : 1 mg/l si le flux est supérieur à 30 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

## Constats :

### Constats au 02/08/2019 :

Certains produits de décomposition n'ont pas fait l'objet d'une recherche dans l'analyse des eaux de rejet [voir point de contrôle suivant] et un dépassement en zinc est à signaler.

Constats au 27/06/2025 :

Les eaux de rejets de la TAR rejoignent ensuite le réseau des eaux usées industrielles du site dont l'exutoire est le réseau d'assainissement de la commune de Richelieu qui est muni d'une station d'épuration.

L'exploitant a présenté le rapport des analyses réalisées le 04/07/2024 :

- les produits de décomposition des biocides identifiés dans la fiche de stratégie de traitement ont été analysés.
- la concentration en zinc est conforme : mesure à 2 mg/L pour une VLE de 2mg/L.
- la température de l'échantillon prélevé est de 53°C : cette valeur est supérieure à la VLE définie, qui est de 30°C, toutefois, la température des eaux usées industrielles en sortie de site est respectée (23,6°C mesurée le 04/07/2025). Point considéré comme conforme.
- la conformité de la concentration en phosphore ne peut être déterminée du fait que le flux journalier de rejet pour ce paramètre n'est pas précisé dans le rapport d'analyses. L'estimation du flux, calculée par l'exploitant en prenant en compte un volume de rejet d'environ 4 000 L/j, est de 20,4 kg/j. Au vu de cette estimation, la VLE serait respectée (concentration mesurée à 5,1 mg/L pour une VLE de 10 mg/L), néanmoins cela reste à démontrer (prochaines analyses prévues fin août 2025). Point non conforme.

**=> La conformité de la concentration en phosphore dans l'eau de rejet de l'installation, dont la valeur limite est liée au flux rejeté, ne peut être déterminée du fait que le flux journalier de rejet pour ce paramètre n'est pas précisé dans le rapport d'analyses.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Programme de surveillance des eaux de rejet - NC2 visite du 02/08/2019**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 5.9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.I.2 b du présent arrêté.

Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de

<p>l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats au 02/08/2019 :</u> Certains produits de décomposition n'ont pas fait l'objet d'une recherche dans l'analyse des eaux de rejet <i>[voir point de contrôle suivant]</i> et un dépassement en zinc est à signaler.</p> <p><u>Constats au 27/06/2025 :</u> <u>Périodicité des analyses :</u> L'exploitant a présenté les rapports des analyses réalisées le 04/07/2024 et le 19/07/2023 : périodicité annuelle respectée. <u>Surveillance des produits de décomposition des biocides :</u> Les produits de décomposition des biocides identifiés dans la fiche de stratégie de traitement ont été analysés.</p> <p><b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Carnet de suivi - Remarques 1 et 2 de la visite du 02/08/2019**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I &gt; 3.7.IV.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : [...] - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complet ou partiels ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats au 02/08/2019 :</u> Remarque 1 : Le calcul de la quantité de produits de traitement consommé en 2018 doit être affiné. Remarque 2 : Les périodes d'arrêts de la TAR doivent être formalisées.</p> <p><u>Constats au 27/06/2025 :</u> L'exploitant a présenté le document de suivi n°4039-Sc2-Es20 pour l'année 2024 : - les quantités de produits de traitement préventifs consommées pour l'année y sont mentionnées, néanmoins les quantités de produit de traitement curatif consommées, notamment à l'issue du nettoyage annuel de l'installation (produits ALOBIO 411 et ALOFRI 295B), n'y figurent</p>



<p>pas. Non conforme sur ce point.</p> <p>- les périodes d'arrêt de l'installation y sont mentionnées.</p> <p><b>=&gt; Les quantités de produits de traitement curatifs consommées chaque année (ALOBIO 411 et ALOFRI 295B) ne sont pas précisées dans le carnet de suivi.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Bilan annuel - Remarque 3 visite du 02/08/2019**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I &gt; 3.7.V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;</li> <li>- les actions correctives prises ou envisagées ;</li> <li>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.</li> </ul> <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats au 02/08/2019 :</u></p> <p>Le bilan annuel doit être complété pour faire apparaître la quantité d'eau consommée.</p> <p><u>Constats au 27/06/2025 :</u></p> <p>Le bilan annuel de l'année 2024, document de suivi n°4039-Sc2-Es06 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- a été transmis le 27/02/2025 : délai de transmission respecté ;</li> <li>- mentionne la quantité d'eau consommée : 548 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- fait apparaître une détection de 100 UFC/L de legionella pneumophilla lors des analyses réalisées suite au prélèvement du 05/01/2024 : le bilan ne fait pas apparaître de commentaires sur cette dérive (causes, actions correctives, évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre) qui reste toutefois inférieure au premier seuil d'alerte de 1 000 UFC/L. Non conforme sur ce point.</li> </ul>

<b>=&gt; Le bilan annuel 2024 ne fait pas apparaître de commentaires sur la dérive ayant eu lieu en janvier 2024 (causes, actions correctives, évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre).</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 6 : Fréquence de révision de l'AMR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.1.a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
<b>Constats :</b>  L'AMR a été révisée en octobre 2023. Des modifications significatives de l'installation ont été réalisées en décembre 2024 (modification du circuit de retour de l'eau de la TAR) et en janvier 2025 (l'injection de chlore, qui était auparavant réalisée manuellement, est désormais asservie au chloromètre). L'exploitant a commencé la mise à jour de l'AMR par rapport à ces modifications, néanmoins elle n'est pas finalisée. Non conforme sur ce point.  <b>=&gt; L'exploitant ne dispose pas d'une AMR mise à jour suite aux modifications réalisées sur l'installation en décembre 2024 (modification du circuit de retour de l'eau de la TAR) et en janvier 2025 (l'injection de chlore, qui était auparavant réalisée manuellement, est désormais asservie au chloromètre).</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Délai analyses après arrêt prolongé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.1.c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.
<b>Constats :</b>  La dispersion d'eau via la TAR a été arrêtée du 27 avril au 5 mai 2024 (9 jours) et du 8 au 12 mai 2024 (5 jours). L'exploitant a précisé que le circuit d'eau était toujours en circulation et que les traitements étaient toujours actifs, c'est pourquoi il n'y a pas eu d'analyses réalisées. Ce point n'appelle pas de commentaires.  <b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Délai analyses après injection ponctuelle de biocide**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.3.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse.
<b>Constats :</b>  Suite à l'arrêt annuel de l'installation pour nettoyage, une injection ponctuelle de biocide a été réalisée le 26/08/2024 après la remise en fonctionnement : le prélèvement pour analyses de l'eau de circuit a été réalisé le 29/08/2024, le délai minimal de 48 heures est respecté.  <b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Bon état de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.I.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite objet de ce rapport, il est constaté que la TAR est en bon état pour les parties externes. Pour les parties internes : - l'exploitant a présenté le rapport édité par la société OBENE lors du nettoyage annuel réalisé le 20/08/2024 : a) les fosses, eaux froides et eaux chaudes, et le mur de séparation présentent des fissures et dégradations marquées : l'exploitant a procédé à la remise en état de ces équipements en décembre 2024 : les photos présentées montrent que le mur de séparation a été reconstruit, que les fissures des fosses ont été colmatées et que l'ensemble a été recouvert d'un enduit. Ces équipements présentent dorénavant un bon état de surface. b) malgré le nettoyage, des dépôts blanchâtres subsistent sur les parois internes de la TAR : l'exploitant a indiqué que ces dépôts sont dus au process et que pour le moment il n'a pas la solution pour les enlever. Non conforme sur ce point.  => <b>Le rapport édité suite au nettoyage annuel réalisé en août 2024 mentionne que des dépôts blanchâtres, sur certaines parties internes de la TAR, sont toujours présents après les opérations de nettoyage.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Repérage point de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I > 3.7.1.3.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles – Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]
<b>Constats :</b>

Le point de prélèvement de l'eau de circuit est bien repéré.

=> Pas d'écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite